



Les secteurs de l'ISP essentiels à la mise en œuvre des politiques de lutte contre le changement climatique

Quelle que soit l'issue des négociations de la Conférence de Paris, les employé(e)s de la fonction publique doivent être directement associé(e)s à la recherche et à la mise en œuvre de solutions en réponse à la crise climatique.

Les employé(e)s des collectivités locales et régionales ont une importance cruciale, dans la mesure où plus de la moitié de l'humanité vit aujourd'hui en ville et que l'urbanisation s'accélère. Des changements s'imposent pour que nos villes deviennent équitables, sûres et écologiquement durables. Les affiliés de l'ISP au sein des collectivités locales et régionales sont en mesure de contribuer au développement, à la mise en œuvre et au dimensionnement de solutions et de mesures innovantes, respectueuses du climat et équitables pour répondre au défi de l'urbanisation. Toute solution durable devra résoudre le problème des bidonvilles qui emprisonnent des centaines de millions de personnes dans des conditions de vie sans espoir. Les villes seront durables et résilientes lorsque les habitants pourront bénéficier d'un accès universel aux services publics essentiels tels que la collecte et le recyclage des déchets, l'eau et l'assainissement, le transport, l'énergie, les services sociaux et de santé, l'éducation, et lorsque les employé(e)s de la fonction publique seront traité(e)s avec respect et dignité. Pour les collectivités locales et régionales, le financement est l'un des enjeux essentiels. Les vingt années de décentralisation ont conduit à des décisions visant à rapprocher les services des populations, mais ce processus n'a pas été accompagné de pouvoirs d'imposition décentralisés ni de garantie de financement. De fait, la majorité des administrations municipales manquent de ressources. Cette situation sera aggravée par les besoins en investissement nécessaires à la transition vers des collectivités à émissions de carbone faibles voire nulles. À l'heure actuelle, la plupart des fonds dits « verts » semblent privilégier des solutions axées sur le marché.

Concernant le **secteur de la santé**, le changement climatique met à rude épreuve les systèmes et les personnels de santé dont les capacités sont déjà limitées, notamment dans les pays en développement. Les températures plus élevées favorisent la propagation d'un plus grand nombre de maladies. Les tempêtes plus fréquentes et plus violentes entraînent une augmentation du nombre de morts et de blessés et conduisent au déplacement de populations plus importantes. Les incendies s'intensifient et sont de plus en plus graves. Les sécheresses compromettent la capacité de production alimentaire des pays. Ces réalités exigent des gouvernements qu'ils renforcent les services de santé, recrutent et forment davantage de personnel de santé, dans un secteur déjà touché par une pénurie mondiale de personnel qualifié. Encore une fois, s'en remettre à la dynamique de marché ne règlera pas le problème, car la plupart des populations menacées comptent parmi les plus pauvres et n'ont pas les moyens de s'offrir des services de santé privés. Le secteur de la santé est engagé dans des initiatives privilégiant les hôpitaux verts afin de limiter les déchets médicaux et de proposer de nouvelles formes d'élimination des déchets chimiques et radioactifs toxiques tout en recherchant des produits chimiques moins dangereux. Le personnel de santé peut promouvoir et appuyer ces initiatives tout en exigeant des lieux et des conditions de travail sûrs.

Dans le **secteur énergétique**, une réelle transition en faveur des énergies renouvelables nécessite une action coordonnée entre les autorités locales, régionales et nationales. Le modèle actuel de subventions gouvernementales accordées aux entreprises privées comporte trop de lacunes : il favorise des profits abusifs, ne permet pas l'accès universel aux services énergétiques et n'est pas suffisamment intégré à la dynamique propre des collectivités qui dépendent de ces services énergétiques. De nombreux emplois dans le secteur des énergies renouvelables sont précaires et les travailleurs/euses ne sont pas syndiqué(e)s. Des efforts restent à faire pour affronter le poids des lobbies du nucléaire et des énergies fossiles qui continuent de préconiser des solutions non

viables, y compris dans les pays en développement. Plusieurs syndicats se sont associés à la campagne mondiale contre la fracturation hydraulique pour le forage de gaz naturel et de pétrole. Il faut y ajouter l'extraction de gaz de charbon, qui, à l'instar de la fracturation, a d'importantes incidences environnementales. L'ISP collabore avec l'initiative « Les syndicats pour l'énergie démocratique » (TUED <http://unionsforenergydemocracy.org/>) sur les différents problèmes auxquels le secteur est confronté.

Dans le [secteur de l'eau et de l'assainissement](#), nos efforts se sont concrétisés par l'émergence d'un mouvement mondial en faveur de la remunicipalisation et par la popularité croissante des partenariats public-public au détriment des [PPP néo-libéraux](#). Les services remunicipalisés font preuve d'une meilleure capacité à prendre en compte les questions sociales et environnementales que dans un cadre à but lucratif. Ce travail repose sur des alliances solides entre les syndicats et les organisations de la société civile.

Même si nous parvenons à limiter le réchauffement planétaire à 2°C, il est clair que nous devons nous adapter à la nouvelle réalité climatique, c'est-à-dire à des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents. Le travail de l'ISP sur les [situations d'urgence et les catastrophes](#) a vocation à sensibiliser nos syndicats au besoin de préparer les travailleurs/euses de la fonction publique aux charges supplémentaires auxquelles ils/elles devront faire face. Les employé(e)s de la fonction publique sont appelé(e)s à affronter des cyclones et des inondations plus violents, des feux de forêt plus fréquents, de nouvelles maladies plus agressives, etc. Les syndicats, qui représentent les premiers intervenants et les travailleurs/euses de première ligne, devront multiplier les actions de plaidoyer afin de garantir la protection de leurs membres. Encore un domaine où la privatisation ne tient pas ses promesses. Une attention particulière doit être accordée aux pays en développement, car il est clair que ce sont les plus pauvres qui auront le plus à en souffrir.

Initiatives actuelles de l'ISP en matière de changement climatique et de questions connexes

Nombre d'affiliés de l'ISP participent activement à la transition vers des économies à faible empreinte carbone. Certains ont rédigé des conseils au profit des travailleurs/euses déjà touché(e)s par la transition – pour les aider dans les négociations collectives et dans les actions de plaidoyer afin de défendre les droits et les intérêts de leurs membres. D'autres ont élaboré des briefings sectoriels afin d'influencer les décisions politiques dans leurs pays respectifs. L'ISP rassemble ces documents et les publie sur le site web de l'ISP dans une rubrique dédiée au changement climatique ouverte à tous les affiliés pour promouvoir et partager leurs expériences et leurs bonnes pratiques.

- **Les syndicats de l'ISP qui souhaitent partager leurs bonnes pratiques en matière de transition sociale durable** vers des économies à empreinte carbone faible ou nulle et des emplois verts peuvent partager leurs documents sur le site web de l'ISP en adressant un courrier à David Boys, Secrétaire général adjoint, climatechange@world-psi.org.

Les campagnes de l'ISP en faveur de solutions pour le climat

Un certain nombre de **campagnes actuelles de l'ISP** portent sur les évolutions nécessaires pour relever les défis du changement climatique.

[L'action de plaidoyer conduite par l'ISP à l'échelle mondiale en faveur de la justice fiscale](#) porte sur le financement public qui doit jouer un rôle prépondérant dans la lutte contre le changement climatique. On ne doit pas laisser les entreprises continuer à délocaliser leurs profits dans des paradis fiscaux et à soustraire des milliards en impôts nationaux. Nous devons reprendre notre croisade en faveur de la taxe sur les transactions financières, qui pourrait également s'appliquer aux programmes de justice sociale et en matière d'environnement. Ces approches du financement doivent se substituer à l'actuelle croyance injustifiée selon laquelle la privatisation et [les partenariats publics-privés](#) fourniront les fonds nécessaires.

L'ISP se mobilise pour veiller à ce que les **fonds de pension** capitalisés pour les employé(e)s de la fonction publique ne tombent pas dans le piège de l'intensification de la privatisation et de la financiarisation des services publics. De même, ces fonds doivent garantir que toutes les entreprises dont ils sont actionnaires

appliquent une politique et des pratiques fiscales responsables. Un certain nombre de fonds de pension disposent déjà de directives progressistes en matière d'investissement en faveur du climat qui peuvent être partagées avec les affiliés.

Les campagnes de l'ISP contre l'actuel cycle de négociations sur les [accords dits de « libre-échange »](#) visent à garantir que les gouvernements conservent les instruments politiques et réglementaires indispensables pour régler les questions sociétales, notamment le changement climatique. Ces nouveaux accords limiteront sérieusement les options politiques des gouvernements pour lutter contre le changement climatique, car ils ancreront solidement les privilèges des entreprises et consacreront leur captation de l'espace économique et politique.

L'ISP a plaidé au sein des Nations Unies afin que les nouveaux **Objectifs de développement durable (ODD)**, désormais baptisés [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#), permettent l'accès universel à des services publics de qualité. La 70^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies a récemment adopté les ODD et ses travaux porteront à présent sur l'élaboration d'indicateurs et d'instruments de mesures pour toutes les cibles dans le cadre des 17 objectifs principaux. Des obstacles subsistent concernant certains détails des propositions relatives aux socles de protection sociale (SPS), ainsi que sur quelques questions sectorielles.

Malheureusement, le Sommet sur le **financement du développement** qui s'est tenu à Addis-Abeba en juillet 2015 n'a abouti à aucune recommandation politique progressiste et innovatrice. Ainsi, l'ISP doit continuer à s'opposer à l'initiative mondiale permettant au secteur privé de financer les infrastructures et les services publics.

Le réchauffement planétaire se traduira probablement par de nouveaux **conflits** en raison des migrations de populations poussées à s'exiler pour survivre. L'accès aux ressources naturelles et leur contrôle deviendront probablement plus conflictuels. Les conflits armés multiplient le nombre de réfugiés, mettant ainsi tous les niveaux de gouvernement sous pression. Les actuels travaux de l'ISP sur la migration peuvent être adaptés pour répondre à ces questions.

C'est maintenant qu'il faut agir !

Les négociations sur le climat au sein des NU se poursuivent depuis de nombreuses années. Les preuves scientifiques sont irréfutables, une action internationale coordonnée est urgente si l'humanité veut éviter un cataclysme écologique. Même si ces négociations au sein des NU échouent à conclure un accord contraignant, les gouvernements doivent se mobiliser – c'est ce qu'exigent les peuples du monde entier, et les gouvernements doivent écouter et agir en conséquence. L'ISP et ses affiliés peuvent apporter d'importantes contributions pour relever les nombreux défis qui se présentent, non seulement liés au réchauffement planétaire mais aussi aux inégalités et aux injustices systémiques. Notre perspective, axée sur l'accès universel à des services publics de qualité, est essentielle pour les populations et pour la planète.

Plus d'information sur:
www.world-psi.org/es/cambioclimatico
climatechange@world-psi.org

L'Internationale des services publics (PSI) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. La PSI défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. La PSI travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.